



À Téhéran, des panneaux géants représentent l'ayatollah Khamenei, tué dans une frappe américaine le 28 février dernier. Majid Saeedi/Getty Images

«Le régime des mollahs est déjà politiquement mort»

Frappes en Iran Soulèvement populaire, figure interne réformatrice ou atomisation du pays: le politologue Antoine Basbous analyse les scénarios possibles.

Christophe Passer

Antoine Basbous, les déclarations de Donald Trump ont semblé contradictoires sur les objectifs ou la durée de la campagne de frappes contre l'Iran. Y voyez-vous malgré tout une cohérence stratégique?

Honnêtement, il est difficile de trouver un décrypteur fiable des déclarations de Trump. Ses propos du matin, de l'après-midi et du soir peuvent être différents. Le vocabulaire est limité, la pensée rarement structurée. Pour comprendre, il faut regarder les actes plutôt que les mots. En juin, il avait autorisé les premières attaques puis stoppé l'élan israélien, probablement parce qu'Israël manquait d'intercepteurs pour soutenir une guerre longue. Aujourd'hui, il revient à la charge. La logique est moins idéologique que personnelle: obtenir un trophée stratégique majeur, la chute du guide suprême, et apparaître comme celui qui aura enfin réglé le problème iranien.

Le régime contrôle-t-il encore ses sympathisants, les Gardiens de la Révolution, son appareil sécuritaire?

Il faut regarder l'évolution du soutien populaire. Pendant longtemps, on pouvait estimer qu'environ 10% de la population soutenait activement le régime. Mais les humiliations successives et la catastrophe économique ont changé la donne. La monnaie s'est effondrée, la promesse de puissance régionale a tourné au fiasco et les dirigeants ont été décimés par les frappes. Quand un régime promet de contrôler la région et qu'il se retrouve incapable de protéger ses propres chefs, l'autorité disparaît. Les manifestations de janvier ont déjà montré qu'une partie importante de la population était prête à défier la répression. Aujourd'hui, l'humiliation militaire pourrait servir de déclencheur.

La contestation intérieure pourrait reprendre?

C'est la deuxième phase possible. Après les frappes militaires, l'opposition peut revenir dans la rue. Elle reste vulnérable à la répression, mais le pouvoir est affaibli. Une troisième dynamique pourrait aussi intervenir: celle des minorités périphériques. Les Kurdes, les Baloutches ou les Azéris représentent des populations importantes, souvent marginalisées. Si certaines de ces régions se soulèvent en même temps, la pression sur le pouvoir central pourrait vite devenir insoutenable.

Cette multiplicité d'oppositions ne risque-t-elle pas de produire du chaos plutôt qu'une transition politique?

C'est l'un des scénarios possibles. Les forces opposées au régime ne sont pas unifiées. Les Kurdes, par exemple, viennent de créer un commandement commun, mais il n'existe pas encore de coordination générale. Dans un premier temps, l'objectif n'est même pas de construire un nouveau projet national: il s'agit de faire tomber le régime. Ensuite seulement viendra la question de l'architecture future du pays.

Les États-Unis pourraient-ils intervenir militairement au sol pour stabiliser la situation?

L'opinion américaine ne veut plus de nouvelles guerres terrestres au Moyen-Orient. On peut imaginer des opérations ponctuelles, très ciblées, mais pas une occupation. Avec le scén

ario le plus plausible, l'émergence d'une figure interne au système: quelqu'un capable de retourner l'appareil d'État contre les mollahs, un peu comme un Eltsine l'a fait jadis en ex-Union soviétique. Une personnalité issue de l'appareil, mais prête à changer radicalement la ligne politique.

Ce type de transition serait acceptable pour Washington?

Oui, à condition que le nouveau dirigeant abandonne le nucléaire militaire et le terrorisme, normalise les relations avec les voisins, négocie la levée progressive des sanctions et l'ouverture économique. Les États-Unis pourraient s'en accommoder, car leur objectif principal est de neutraliser la menace stratégique iranienne. Du côté israélien, c'est plus ambigu. Car dans pareille évolution, l'Iran pourrait demeurer une puissance. Tel-Aviv se satisferait davantage d'une fragmentation de l'Iran ou d'une guerre civile.

Certains évoquent le rôle possible de Reza Pahlavi, fils de l'ancien shah. Peut-il incarner une alternative?

Je n'y crois pas. Il est coupé du pays depuis près d'un demi-siècle et n'a jamais vraiment montré d'ambition politique structurée. Son image circule dans certains réseaux, mais il n'a ni l'organisation ni l'autorité nécessaires pour diriger une transition.

L'Iran conserve une capacité de nuisance. Missiles, drones: jusqu'où peut aller cette riposte?

Les salves de missiles se réduisent progressivement, mais les attaques de drones se maintiennent relativement. Le régime tente d'élargir le conflit en frappant des cibles économiques ou des pays voisins. L'objectif est simple: provoquer un choc sur l'économie mondiale, notamment sur les marchés de l'énergie, afin de pousser la communauté internationale à réclamer un cessez-le-feu. C'est une stratégie de survie.

En Occident, certains redoutent aussi des représailles terroristes.

Un risque réel?

L'Iran dispose effectivement d'agents et de réseaux logistiques dans de nombreux pays, mais ces réseaux fonctionnent tant que le régime paraît solide. Si leurs opérateurs sentent que le pouvoir vacille, beaucoup préféreront disparaître plutôt que se sacrifier pour une cause perdue. Il restera bien sûr quelques fanatiques, mais la majorité des agents agissent par opportunité, pas par messianisme. **Avez-vous été surpris par la rapidité avec laquelle cette offensive a été déclenchée?**

Pas vraiment. Depuis longtemps, la stratégie américaine consistait à mettre les dirigeants iraniens face à un choix: capituler ou subir une frappe. Les négociations récentes ont ressemblé à une partie de poker menteur. Les Iraniens pensaient gagner du temps; les Américains, eux, préparaient l'attaque. Lorsque les conditions ont été réunies, la décision a été prise.

Le régime des mollahs peut-il survivre malgré tout?

Même si les combats s'arrêtaient aujourd'hui, le régime est politiquement condamné. Il ne peut plus nourrir la population, maintenir les infrastructures ou restaurer son autorité. Il a perdu ce qui faisait sa force: la peur et le prestige. La seule question qui reste ouverte est celle du calendrier et de la forme de la transition.

«L'opposition peut revenir dans la rue. Elle reste vulnérable à la répression, mais le pouvoir est affaibli.»



Antoine Basbous
Directeur de l'Observatoire des pays arabes, associé chez Forward Global